

tile. Dans son article de fond d'hier, le *Times* de Londres déclarait:

L'aventure vietnamienne de ses prédécesseurs à la Maison-Blanche n'a-t-elle rien appris à M. Nixon? Malgré tous les avertissements, les militaires semblent l'avoir encore emporté. C'est ainsi que le président Kennedy s'est lancé là-dedans, il y a huit ans, toujours poussé par les généraux, toujours assuré que la victoire ne saurait tarder si on augmentait un tout petit peu l'intervention américaine. Mais la victoire n'est jamais venue, et la machine de guerre a continué sa marche inexorable à travers toutes les souffrances, tout le gaspillage, pour en arriver à l'échec devant lequel s'est trouvé en fin de compte le président Johnson.

Si j'ai cité cela, c'est surtout qu'à mon avis le monde redoute que ce genre d'opération militaire ne s'intensifie jusqu'à échapper à tout contrôle. Les journaux ce matin proclamaient en manchettes la tragédie du Cambodge et comportaient en même temps des informations de Pékin selon lesquelles la Chine jubilait à cause du lancement de son satellite et de ses réalisations nucléaires. A mon avis, le monde a raison d'avoir peur.

• (3.30 p.m.)

Peut-être devrions-nous nous rappeler une partie de l'histoire de l'Asie du Sud-Est; on peut envisager de bien des façons la situation dans ces pays, dont parlent tous les journaux en ce moment. Nous avons tous été consternés par le traitement barbare infligé récemment aux civils vietnamiens au Cambodge, et nous avons pu nous demander ce qui avait provoqué cette situation. Le numéro du 25 avril de l'*Economist* évoque les différences qui ont gâté les relations entre le Cambodge et le Vietnam bien avant la crise actuelle. Peut-être pourrais-je citer un paragraphe de l'*Economist* de cette date:

L'élite du Cambodge estime que son pays est la victime de l'expansionnisme vietnamien depuis des siècles. Même à l'heure actuelle, elle est reconnaissante aux Français de lui avoir épargné ce qui aurait pu être une domination permanente par le Vietnam.

L'article fournit ensuite de nombreuses précisions.

Certes, le Cambodge n'est pas le Vietnam. Même si son territoire est limitrophe, c'est maintenant comme toujours, un pays dont le peuple est bien différent. Ce peuple a appris à se méfier des envahisseurs. Et ceux qu'il a le plus craints pendant des siècles ont été les Vietnamiens. C'est pour cette raison, et c'est une piètre consolation si c'en est une, que la plupart des incursions au Cambodge sont accomplies par les forces vietnamiennes plutôt que par les effectifs américains. Le Cambodge a été neutre au vrai sens du mot. Il a été antiaméricain, antivietcong, antivietnamien et anticommuniste. Bref, il a été simplement procambodgien. Or, ce pays se trouve maintenant menacé militairement de toutes parts.

[L'hon. M. Stanfield.]

Même si pendant cinq ans, les troupes du Vietnam du Nord et du Vietcong ont occupé des secteurs importants du territoire du Cambodge, ce pays n'est pas intervenu. L'ancien chef d'État, le prince Sihanouk, n'a pas tenté d'interdire l'accès de son pays aux troupes communistes. Lorsque les communistes ont voulu se rendre maîtres coûte que coûte du territoire du Cambodge, le prince Sihanouk a été renversé. Le nouveau gouvernement a décidé de résister aux communistes. Le Vietnam du Sud a commencé à faire des incursions au-delà de la frontière du Cambodge. Aujourd'hui, les troupes du Vietnam du Sud combattent les forces du Vietcong au Cambodge. Les Américains apportent leur aide. Le Vietnam du Nord est également engagé dans la même bataille dans un pays qui ne demande qu'à rester neutre, et veut qu'on le laisse tranquille.

C'est dans ces circonstances, tout en reconnaissant la complexité de la situation, la situation tragique dans laquelle se trouvent les Américains eux-mêmes, la situation dans l'Asie du Sud-Est, que je demande au gouvernement, s'il a commencé à intensifier son action à Washington, à Genève, à Paris, à Londres, à Moscou et à Hanoï, si possible. Nos envoyés et nos diplomates doivent réclamer un arrêt immédiat et complet de toute activité militaire au Cambodge, outre, naturellement, les mécanismes efficaces pour le faire respecter. Il faut persuader le Vietnam du Nord de retraverser la frontière et de se retirer, de même que le Vietcong, le Vietnam du Sud et les Américains. Naturellement, il faudra des méthodes coercitives pour que cette formule ait un sens quelconque. Évidemment, la question est de savoir comment faire replier ces troupes. C'est le problème majeur. Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement canadien y réussisse seul. Cependant, s'y efforce-t-il au moins, monsieur l'Orateur? Je propose au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) que nous devrions nous rendre à New York et exiger la convocation d'une session d'urgence du Conseil de sécurité des Nations Unies. Si jamais le Conseil de sécurité a eu raison d'agir devant une menace pour la paix du monde, c'est bien aujourd'hui.

Le Conseil de sécurité devrait sur-le-champ organiser une troisième version des conférences de Genève sur l'Indochine. Il doit construire sur la fondation de ces conférences, mêmes imparfaites, pour en arriver à un nouveau modus vivendi pour les peuples de l'Indochine. Si les premiers parrains de la conférence de Genève ne sont plus indiqués, comme je le soupçonne de certains d'entre eux, alors les Nations Unies elles-mêmes doivent parrainer ces conférences.

J'admets que le négociateur soviétique, M. Jacob Malik, a été à la fois encourageant et